

F. 2002 — 385

[C - 2002/27097]

**10 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés en matière de tourisme**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes, notamment l'article 8;

Vu le décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers, notamment l'article 6;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning, notamment l'article 4;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif aux organismes touristiques, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1969, notamment l'article 3, 3°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 juillet 1982 relatif aux primes accordées en vue de la création ou de la modernisation dans les bâtiments existants, de gîtes ruraux, de gîtes à la ferme, de meublés de tourisme et de chambres d'hôtes, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 7 octobre 1985 et 11 septembre 1990, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 3°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1991 fixant les conditions d'octroi de subventions aux attractions touristiques pour l'achat et le placement de panneaux de signalisation, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 février 1995 fixant les conditions et les modalités d'octroi de primes en matière de camping-caravaning modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999, notamment les articles 3 et 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de mobilier et de matériel en vue de favoriser les activités touristiques, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 relatif aux organismes touristiques, notamment l'article 13°;

Vu l'avis du Conseil supérieur du tourisme, donné le 7 novembre 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 14 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 septembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 septembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32654/4, donné le 17 décembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 127 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 3, 3°, de l'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1969, les mots « 2 000 000 de francs » sont remplacés par les mots « 50.000 euros ».

**Art. 3.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 juillet 1982 relatif aux primes accordées en vue de la création ou de la modernisation dans les bâtiments existants, de gîtes ruraux, de gîtes à la ferme, de meublés de tourisme et de chambres d'hôtes, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 7 octobre 1985 et 11 septembre 1990, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 <sup>er</sup>		
§ 1 <sup>er</sup> , 4°	50 000 francs	1.250 euros
	20 000 francs	500 euros
Article 3		
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	300 000 francs	7.500 euros
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3	50 000 francs	1.250 euros
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 5	300 000 francs	7.500 euros
	50 000 francs	1.250 euros

**Art. 4.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1991 fixant les conditions d'octroi de subventions aux attractions touristiques pour l'achat et le placement de panneaux de signalisation, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 7		
alinéa 1 <sup>er</sup>	250 000 francs	6.250 euros
alinéa 2	50 000 francs	1.250 euros
alinéa 3	250 000 francs	6.250 euros
alinéa 5	250 000 francs	6.250 euros

**Art. 5.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 février 1995 fixant les conditions et les modalités d'octroi de primes en matière de camping-caravaning modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 3		
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 3	2 millions de francs	50.000 euros
Article 5		
2°	200 000 francs	5.000 euros

**Art. 6.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995 réglant l'octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création et l'agrandissement d'établissements hôteliers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 6		
alinéa 1 <sup>er</sup>	2 000 000 de francs	50.000 euros
alinéa 3	200 000 francs	5.000 euros
alinéa 4	2 000 000 de francs	50.000 euros
alinéa 6	2 000 000 de francs	50.000 euros

**Art. 7.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de mobilier et de matériel en vue de favoriser les activités touristiques, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 6		
§ 3, alinéa 1 <sup>er</sup>	25 000 francs	600 euros
§ 4	300 000 francs	7.500 euros

**Art. 8.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 relatif aux organismes touristiques, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 13		
1°	1 million de francs	25.000 euros
2°	1 million de francs	25.000 euros
3°	600 000 francs	15.000 euros
	150 000 francs	3.750 euros

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 10.** Le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 janvier 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche, et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

## VERTALING

N. 2002 — 385

[C — 2002/27097]

**10 JANUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de invoering van de euro in de besluiten inzake toerisme**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juni 1981 tot inrichting van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastenkamers, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor de uitbating van de logiesverstrekende inrichtingen en de hotelinrichtingen, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de toeristische instellingen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische uitrusting, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 september 1969, inzonderheid op artikel 3, 3;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1982 betreffende de premies toegekend met het oog op de oprichting of de modernisering van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastenkamers in bestaande gebouwen, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 1985 en 11 september 1990, inzonderheid op artikelen 1 en 3;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1991 houdende bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen aan de toeristische attractieoorden bestemd voor het aankopen en het plaatsen van aanduidingsborden, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 februari 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van premies inzake camping-caravaning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999, inzonderheid op artikelen 3 en 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995 tot regeling van de toekenning van premies om de oprichting, de uitbreiding en de modernisering van hotelgebouwen te bevorderen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waarop toelagen worden verleend voor de aankoop van meubilair en materiaal ter bevordering van toeristische activiteiten, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 betreffende de toeristische instellingen, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur du Tourisme" (Hoge Raad voor Toerisme), gegeven op 7 november 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 14 november 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 september 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 september 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 32654/4, gegeven op 17 december 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 127 daarvan.

**Art. 2.** In artikel 3, 3°, van het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische uitrusting, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 september 1969, worden de woorden "2 000 000 frank" vervangen door de woorden "50.000 euro".

**Art. 3.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1982 betreffende de premies toegekend met het oog op de oprichting of de modernisering van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastenkamers in bestaande gebouwen, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 1985 en 11 september 1990, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
§ 1, 4°	50 000 BEF	1.250 euro
	20 000 BEF	500 euro
Artikel 3		
§ 1, tweede lid	300 000 BEF	7.500 euro
§ 1, derde lid	50 000 BEF	1.250 euro
§ 1, vijfde lid	300 000 BEF	7.500 euro
	50 000 BEF	1.250 euro

**Art. 4.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1991 houdende bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen aan de toeristische attractieorden bestemd voor het aankopen en het plaatsen van aanduidingsborden worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 7		
eerste lid	250 000 BEF	6.250 euro
tweede lid	50 000 BEF	1.250 euro
derde lid	250 000 BEF	6.250 euro
vijfde lid	250 000 BEF	6.250 euro

**Art. 5.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 februari 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van premies inzake camping-caravaning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 3		
§ 1, derde lid	2 miljoen BEF	50.000 euro
Artikel 5		
2°	200 000 BEF	5.000 euro

**Art. 6.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995 tot regeling van de toekenning van premies om de oprichting, de uitbreiding en de modernisering van hotelgebouwen te bevorderen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 6		
eerste lid	2 000 000 BEF	50.000 euro
derde lid	200 000 BEF	5.000 euro
vierde lid	2 000 000 BEF	50.000 euro
zesde lid	2 000 000 BEF	50.000 euro

**Art. 7.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waarop toelagen worden verleend voor de aankoop van meubilair en materiaal ter bevordering van toeristische activiteiten worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 6		
§ 3, eerste lid	25 000 BEF	600 euro
§ 4	300 000 BEF	7.500 euro

**Art. 8.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 betreffende de toeristische instellingen worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro's uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 13		
1°	1 miljoen BEF	25.000 euro
2°	1 miljoen BEF	25.000 euro
3°	600 000 BEF	15.000 euro
	150 000 BEF	3.750 euro

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

**Art. 10.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Toerisme behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 januari 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA